

L'action du pouvoir public entre la lutte contre la corruption et la croissance économique
dans la région MENA

The action of public power between the control of corruption and economic growth in the MENA region

Abderraouf Mtiraoui *

MongiLassoued **

Docteur-Enseignant -Chercheur à l'institut supérieur des finances et de fiscalité
(ISFF) de Sousse-Tunisie

Directeur de l'institut supérieur des finances et de fiscalité
(ISFF) de Sousse-Tunisie

Laboratoire de recherche : MOFID

Université de Sousse-Tunisie (Tunisie),

*E-mail: abderraouf100@yahoo.fr

**E-mail : lassouedmongi4@gmail.com

Reçu le:10/05/2019

Accepté le:02/06/2019

Publié le : 30/06/2019

Abstract :

The object of this article is to study first the effects of the control of corruption on economic growth by putting into consédération the role of the action of the public power during the period 1984-2018 while using the models with simultaneous equations. Second, we analyze the findings and show the extent to which public action is effective in combating corruption and slowing economic growth for our study region.

Keywords: Action of public power, Control of corruption, Economic growth and models with simultaneous equations.

Résumé:

L'objet de cet article est d'étudier, en premier lieu, les effets du contrôle de la corruption sur la croissance économique en mettant en considération le rôle de l'action du pouvoir public durant la période 1984-2018 tout en utilisant les modèles à équations simultanées. En second lieu, nous analysons les résultats trouvés tout en montrant dans quelle mesure l'action du pouvoir public est efficace de lutter contre la corruption et de relancer la croissance économique pour notre région d'étude.

Mots clés : Action du pouvoir public, Contrôle de la corruption, Croissance économique et Modèles à équations simultanées.

* Corresponding author, e-mail:abderraouf100@yahoo.fr

I. INTRODUCTION

Pour activer le circuit économique, la gouvernance existante pour un pays dans les domaines économiques et administratifs institutionnels. Ainsi, Douglass North (1990) confirme que le rôle des institutions dans le développement économique a été étudié. L'auteur met l'accent sur la qualité institutionnelle comme étant un élément favorable pour la croissance économique, sous les aspects de structures de réglementation, de la qualité de service, de la compétence bureaucratique et de l'indépendance de l'institution judiciaire. Actuellement, Acemoglu et Robinson (2012) soulignent que la bonne qualité des institutions politiques et économiques expliquerait la réussite de développement des nations. D'ailleurs, l'abondance des travaux empiriques offrent une idée claire sur les écarts internationaux des PIB par tête annuels expliqués par les différences entre les manières de gouvernance et aussi entre les qualités institutionnelles. Les pays en développement (PED) pourraient améliorer leurs performances économiques tout en appuyant sur la qualité de leurs institutions, celles-ci fixant les règles du jeu en matière économique qui sont nécessaires pour assurer la croissance économique durant la période de fonctionnement. Ainsi, la bonne qualité institutionnelle respecte les lois, résout les conflits, protège les droits de propriété et maintient l'ordre. Elle garantit une gestion très efficace des biens publics, une bureaucratie efficiente, des investissements publics importants qui stimule la croissance économique. Toutefois, les problèmes de gouvernance, de transparence et de responsabilité, publiques ont fortement handicapé la croissance économique, social et humain, en constituant des entraves à l'investissement et en réduisant la capacité du pays à optimiser l'utilisation de ses ressources et à améliorer davantage les conditions de vie des citoyens. Nous choisissons, dans ce travail, le canal de plus qui reflète un chemin aussi très clair montrant l'existence de la corruption publique dans certains domaines. En fait, l'idée générale de ce chemin est la suivante : « la gouvernance est l'image institutionnel d'un pays lié par l'existence de corruption ou pas ». D'ailleurs, la gouvernance économique englobe les décisions centrales des activités économiques fournies d'une nation dans un cadre relatif avec le reste de monde. Elle a forcément des conséquences importantes sur la croissance. L'objectif de ce papier est donc d'étudier la relation entre la gouvernance, qualité institutionnelle (action publique) et la croissance économique d'une part et d'autre part de montrer l'articulation entre l'efficacité du publique et l'indicateur de la croissance. La gouvernance et le financement dans quelques secteurs de base comme l'éducation et la santé devront prendre en compte le développement participatif stable de pays ainsi que le potentiel des ressources humaines. Confemen (2008b) affirme que la gouvernance doit décrire les objectifs généraux de l'éducation et les moyens pour les atteindre. Cette démarche nécessite alors la manière de gouverner et apparaît la nature de gouvernance (la lutte contre la corruption via l'efficacité de l'action du pouvoir public), c'est pour cela nous allons étudier la relation entre la gouvernance (action publique) et la croissance économique.

Au totale, l'ambiguïté de la notion de gouvernance (l'efficacité gouvernementale ou le pouvoir public de lutter contre la corruption) qui sera clarifié en premier lieu tout en traitant la notion de la gouvernance et en deuxième lieu nous mettrons l'accent sur la nature de relation entre la conséquence de la gouvernance (l'action public) et la croissance économique tout en montrant l'effet direct et indirect de l'action publique sur la croissance dans un essai empirique. Pour finir de l'interprétation des résultats obtenus pour notre région MENA.

II .REVUE DE LA LITTERATURE

II.1. Gouvernance

Selon Pierre Hamel (2001) : « C'est la capacité des institutions et des décideurs politiques à assurer et mettre en œuvre un environnement économique favorable qui soutient et encourage les activités de production, d'accumulation et d'acquisition des compétences et de transfert des technologies. Cela requiert l'existence d'un Etat responsable et crédible, une capacité administrative non corrompue, la participation de tous, la transparence du secteur public, et un système judiciaire qui permet de protéger les droits de propriété».

La structure générale de la gouvernance découle de cette définition en se basant sur plusieurs caractéristiques à savoir:

- Une responsabilité publique forte, une stabilité gouvernementale et un système judiciaire le plus efficace.
- La capacité institutionnelle avec les réformes administratives, politiques et économiques.
- La création des institutions économiques pour développer les marchés.

Au totale, la définition de la gouvernance montre l'efficacité de pouvoir public et sa capacité à prendre sa responsabilité dans l'application des lois et des règles juridiques législatives. La gouvernance est l'ensemble des mesures économiques et institutionnelles. Elle est au cœur du développement économique. L'action de l'Etat sur les structures et la conjoncture économique pour améliorer le potentiel de la croissance est l'un des problèmes les plus complexes de nos sociétés actuelles. Le développement économique n'est pas indépendant du développement de l'intervention de l'Etat. R. Musgrave a défini en 1959 les trois fonctions d'un Etat moderne : La fonction d'allocation des ressources publiques, la fonction de redistribution des revenus et la fonction de régulation de l'activité économique. L'intervention a permis incontestablement d'accroître le développement économique du pays et l'existence de structures politiques défailtantes est l'une des causes explicatives du sous-développement dans certains pays.

II. 2. Action du pouvoir public

Selon Kaufmann et al. (2003), l'efficacité de l'action publique reflète la perception de la qualité des services publics, la qualité de la fonction publique et le degré de son indépendance par rapport aux pressions politiques, la qualité de la formulation et l'application des politiques, et la crédibilité de l'engagement du gouvernement à ces politiques.

Il s'agit d'une mesure de la compétence de la bureaucratie publique et de la qualité des services publics. Cette variable est expliquée essentiellement par les aspects suivants :

- La qualité des politiques gouvernementales.
- Les retournements de situation pouvant affecter la qualité du personnel gouvernemental.
- La qualité des services fournis par l'Etat.
- La prévisibilité des changements au niveau des règles et des lois.
- Le gaspillage au niveau des dépenses gouvernementales.
- Le degré d'exposition des services publics aux interférences politiques.

Finalement, cette tendance pour mesurer « *Government Effectiveness* » est insuffisante pour donner l'indicateur institutionnel exact.

II.3. Approches empiriques

Hall et Jones (1999) montrent alors que ce sont les différences dans l'infrastructure sociale (institutions et politique gouvernementale) qui expliquent les différences constatées dans l'accumulation du capital, le niveau d'éducation réalisé et la productivité, lesquelles expliquent la disparité dans le niveau de revenu et de développement des pays. Aussi, Amable et Guelléc (1992) exposent un lien entre les institutions et le reste des activités économiques. Ils trouvent que les résultats économiques dépendent des configurations institutionnelles nationales, en plus les éléments technologiques peuvent déterminer par exemple l'accumulation du capital physique, l'investissement dans la recherche et développement et le type de formation professionnelle. Concernant les auteurs de la nouvelle économie institutionnelle (NEI), ils soutiennent l'idée dont les institutions efficaces (droits de propriété efficaces, système judiciaire opérationnel, lutte contre la corruption, etc.) créent un milieu convenable à l'accumulation du capital. Ils favorisent un ajustement plus souple des ressources aux mutations des conditions générales, en générant une croissance rapide donc la qualité institutionnelle permet de réduire l'incertitude entre les relations humaines .

Certains auteurs comme Rosenberg et Birdzell (1986) soulignent l'existence d'une interaction entre qualité institutionnelle et la croissance économique, une croissance soutenue par des institutions adéquates est nécessaire. Alors, les études de Rodrik (1998) montrent que la qualité des institutions rend en compte les écarts de croissance entre nations Est-asiatiques. D'ailleurs, la Banque Mondiale (2003) « a lancé plusieurs programmes anti-corruption dans plusieurs pays et elle s'est aussi engagée à mesurer si les projets qu'elle finance ne sont pas entachés par la corruption. Ces actions de la Banque Mondiale en matière de corruption portent également sur la recherche. La Banque Mondiale a consacré à la corruption est très actif. La plupart des articles publiés sur le sujet le sont par des membres de ce groupe de recherche, ou des personnes y ayant collaboré ou appartenu. Kaufmann, Kraay et Mastruzzi. (2005) ont montré la faiblesse de développement des pays par :

- Aspect fondamental de la gouvernance et son lien avec la corruption.
- Relation entre gouvernance et croissance économique.

III. QUALITE INSTITUTIONNELLE ET CROISSANCE

III.1. Théories du développement basées sur l'Etat

La majorité des organisations mondiales comme le Fonds Monétaire International et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), plus connue sous le nom de Banque Mondiale. La période de la reconstruction en Europe et de l'accession à l'indépendance pour plusieurs pays de monde comme les pays d'Afrique et d'Asie dépendent beaucoup des réformes économiques et institutionnelles. L'émergence des pays tiers monde est expliqué par une étude profonde donnée pour des économies en développement. Alors durant les dernières années, les différentes théories ont dominé la pensée du développement réel.

En effet, la période entre 1950 et 1970 présente la grande période du départ de la théorie économique du développement. Ces théories génératrices de politiques de développement font appel pour les pays du Sud (tiers

mondes). Les premières grandes théories économiques du développement, qui sont avancées dans le milieu du vingtième siècle, ont préconisé le modèle fondé sur le plan Marshall (1951) et donc de larges transferts financiers internationaux en faveur des pays du tiers monde. Cette entrée financière devrait générer le démarrage global de la société et faire diminuer la pauvreté.

Pour la plupart des économistes occidentaux du développement, selon Nurkse et Lewis (2009), « l'Etat joue un rôle d'allocation efficiente des investissements dans une économie ouverte ; alors que pour les hétérodoxes européens recommandaient un interventionnisme étatique accru dans un secteur industriel protégé ». L'idée essentielle était que les pays du tiers monde devraient favoriser un investissement public en faveur des secteurs industriels décidés les plus stratégiques.

De plus, les stratégies les plus interventionnistes furent les plus utilisées par les Etats du tiers monde. « *Les élites de ces pays devraient faire un investissement public sélectif en faveur des secteurs industriels jugés les plus stratégiques en termes de retombées économiques* ».

Au totale, dans cette théorie, le politique n'est pas trop présente comparée à l'économique. Les élites politiques des pays en développement n'avaient pas une autonomie ou encore une liberté pour mettre en place les politiques économiques souhaitées.

III.2. Institutions, IDE et croissance

Au regard des expériences et des études dans la littérature économique traitant la problématique des IDE, ce phénomène économique est aperçu comme un outil de développement pour les pays en développement. Dans ce contexte, il s'inscrit dans cette logique et il traite la relation entre la croissance économique et l'IDE via le capital humain. Nous présentons quelques résultats théoriques et empiriques et par conséquent l'IDE joue un rôle très important dans le développement économique des pays. En effet, sous certaines conditions, sur le rôle de l'IDE dans l'accélération de la croissance et l'intégration dans l'économie mondiale, un consensus semble être dégagé parmi l'universitaire. Le débat actuel se concentre sur l'identification des canaux à travers lesquels les IDE affectent les performances économiques. Nous nous intéressons, dans ce cadre, par les revues des approches théoriques de l'impact de l'IDE sur la croissance et les canaux d'intermédiation par lesquels les effets induits transitent avant de rendre compte des principaux faits stylisés concernant, les IDE et leurs facteurs déterminant pour les pays en voie de développement (PVD) et les pays en développement (PED). Selon Jamel Bouoiyour, El Mouhoud, Hichem Hanchane (2007) qui examinent la relation entre l'afflux, les IDE, le Capital humain et la productivité, le capital humain influence négativement sur la croissance des pays en voie de développement. Les résultats montrent que l'IDE n'affecte pas la productivité, sur l'ensemble de l'échantillon. D'ailleurs, Il existe quatre effets indirects sur la croissance économique à savoir : l'effet indirect passant par la productivité sectorielle diversifiée différents facteurs, l'effet en termes de transfert de la connaissance et de technologie vers les pays d'accueil sous certaines conditions de disponibilité en capital humain et l'effet de transformation de la spécialisation internationale du pays d'accueil sous l'effet d'une diversification Sectorielle.

En outre, l'interrogation qui persiste si les IDEs peuvent transférer la technologie et la connaissance. La diffusion peut être délibérée, par exemple lorsque la filiale cède une licence à une entreprise locale. Par exemple,

nous citerons le cas d'une multinationale qui renforce le capital technologique des entreprises traitant avec elle pour leur permettre de satisfaire aux spécifications technologiques qu'elle leur impose.

Il existe au contraire des retombées verticales, lorsque la filiale transfère, à titre gratuit, une technologie aux entreprises qui fournissent des intrants ou des services en aval (distribution ou vente au détail par exemple).

VI. L'APPORT ECONOMIQUE: CORRUPTION- GOUVERNANCE

VI.1. Les idées tirées sur la gouvernance et la corruption selon Kaufmann

Plusieurs interrogations demeurent sans réponse sur l'importance de la gouvernance dans le cadre des institutions financières internationales (IFI) voyons alors les sources fondamentales de la gouvernance en examinant les idées acquises sur la gouvernance et la corruption. (Daniel Kaufmann, 2003).

- Gouvernance et lutte contre la corruption sont une seule et même chose
- Gouvernance et corruption ne peuvent être mesurées
- Gouvernance et la lutte contre la corruption sont surévaluées
- Amélioration de la gouvernance existe si nous trouvons d'autres générations
- Combattre la corruption par la lutte contre la corruption

Pour lutter contre la corruption, Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2005) ont proposé six indicateurs mesurant la qualité de gouvernance. La première variable ne retient que les indicateurs de l'année, ce qui permet de mieux prendre les évolutions d'une année sur l'autre. La deuxième dont les deux indicateurs (contrôle de la corruption et l'indice de perception de corruption) diffèrent aussi par les procédures de régularisation des sources primaires en vue de leur agrégation et de précision des indicateurs composites. D'ailleurs et selon Kaufmann (2003), le contrôle de la corruption se présente comme une mesure quantitative continue normalisée compris entre -2,5 (niveau élevé de corruption) et +2,5 (niveau minimal). Il est lui aussi accompagné de mesures de précisions (intervalle de confiance, notes minimale et maximale). L'évolution du score d'un pays d'une année à l'autre doit être interprétée comme la variation de la position relative d'un pays par rapport à la moyenne des pays inclus dans l'échantillon une année donnée, et non comme une amélioration ou une dégradation dans l'absolu (l'indice de perception de corruption). Des scores faibles indiquent que les hauts fonctionnaires sont très corruptibles et que la corruption est généralisée à l'ensemble de l'administration. L'indice de perception du contrôle et le contrôle de la corruption sont les indicateurs de corruption qui ont été utilisés dans la grande majorité des études empiriques sur la relation entre corruption et éducation (Gupta, Davoodi, et Tiongson, 2000), (Rajkumar ; Swaroop, 2008) et (Daniel Suryadarma, 2008).

VI.2. Travaux empiriques : Apport macroéconomique

➤ Quelques études sur la gouvernance

Barro (1996) donne un intérêt spécifique à la démocratie, Clague, Keefer et Olson (1996) insistent sur l'importance du respect des droits de propriété, alors les auteurs Alesina et Perotti (1994) soulignent la nécessité de prendre en compte la stabilité politique du pays, et enfin Rodrik (1999) supporte l'idée selon laquelle une bonne gouvernance serait une condition nécessaire pour améliorer les résultats économiques.

➤ *Qualité des institutions dans les pays MENA*

La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) a franchi le seuil du nouveau millénaire avec des problèmes très complexes. Si la région n'y arrive pas, elle pourrait se retrouver confrontée à des dizaines de millions de travailleurs mécontents, ainsi qu'aux troubles politiques et sociaux qui s'ensuivraient. Pour pouvoir éviter cette situation peu enviable, il est impératif que la région encourage les investissements. Même si des avancées ont été réalisées dans un certain nombre de domaines, de nombreux efforts sont encore nécessaires, et qui doivent être entrepris à un rythme plus rapide. En particulier, une refonte complète des cadres institutionnels économiques et politiques dans la région est de mise.

Les pays du MENA doivent s'efforcer de réduire la taille du secteur public, de faire respecter le principe de la légalité, de protéger les droits de propriété, d'éradiquer la corruption, de respecter les droits de la personne, de promouvoir la liberté de la presse, et de rechercher une plus grande intégration aux niveaux régional et mondial. Les ressources humaines, financières et naturelles de la région permettent aux pays du MENA d'édifier des cadres institutionnels vraiment solides et d'attirer les investissements dont ils ont besoin.

Après avoir montré que la qualité des institutions est le résultat concret de la qualité de gouvernance, parallèlement à toute réforme économique. Cette qualité constitue une condition nécessaire pour la croissance économique, et la question qui se pose ici existe-il une relation entre la croissance économique et les institutions politiques, et si elle existe, est-ce qu'elle a un effet direct ou indirect sur la croissance économique ? Donc, nous pourrions poser l'interrogation suivante, Est-ce que l'effet qualité institutionnelle sur la croissance économique diffère d'une région à une autre ?

Au totale, pour répondre à ces questions nous étudierons dans la première section de ce troisième chapitre, des travaux concernant l'impact des institutions sur la croissance économique dans plusieurs régions du monde, en relevant les défaillances institutionnelles dans chaque région. La deuxième section, sera consacrée à étudier le rôle de la qualité de gouvernance dans les performances économiques surtout l'indicateur de la croissance économique tout en exposant une revue de la littérature de la gouvernance en relation de la croissance économique.

➤ *Effet de la corruption sur croissance via l'investissement*

Dans un cadre économique l'importance de qualité institutionnelle n'était pas un thème original, les travaux empiriques ont connu une progression durant les années 1990 surtout en présence des indicateurs mesurant la multidimensionnelle de la gouvernance. Les principales conclusions des travaux ont montré l'importance de la qualité de gouvernance et la qualité institutionnelle pour le développement économique. Empiriquement, le recours aux méthodes et l'utilisation des bases de données récentes nous permet de montrer un problème dans la validation empirique concernant les déterminants de la croissance. La première contribution met l'accent sur l'impact de la corruption sur la croissance qui a été fait par Mauro (1995).

Cet auteur avait pour objectif d'approprié les voies par lesquelles la corruption et d'autres facteurs institutionnels affectent la croissance économique et de quantifier l'ampleur de ces effets. Mauro a utilisé l'indice de corruption fourni par Business International (BI) pour la période 1980-1983. Il restreint l'analyse à plusieurs indicateurs de l'efficacité institutionnelle. Tous les indices du BI sont positivement corrélés ; ceci s'explique par plusieurs mécanismes : la

corruption est répandue dans les pays où la procédure bureaucratique est ralentie. D'abord, l'auteur combine la moyenne simple du système judiciaire et l'indice de corruption pour la mesure de l'efficacité bureaucratique. Puis, il choisit de travailler avec une moyenne simple qui prend en considération les changements institutionnels et sociaux, la stabilité du travail, les relations avec les pays et le phénomène du terrorisme est usée comme une mesure pour la stabilité politique. Ensuite, l'auteur a agrégé l'indice d'efficacité bureaucratique et l'indice de stabilité politique dans un indice appelé efficacité institutionnelle. Les résultats indiquent que la corruption diminue de façon significative les niveaux de croissance dans une économie des nations en considération. Mauro (1997) a étudié un échantillon plus large de pays tout en examinant les liens entre la corruption et les investissements et les effets de la corruption sur la composition des dépenses publiques à savoir les dépenses destinées à l'éducation et les dépenses destinées à santé. Les conclusions retirées de cette étude confirment les résultats qui clarifient que la corruption affecte significativement la croissance économique et les investissements dans l'économie.

Dans l'ensemble, les études de Jain (2001) ont montré que l'impact de la corruption sur l'économie a des effets négatifs sur les développements des pays. Ainsi, la majorité des travaux ont montré l'importance de la qualité institutionnelle comme composante de la bonne gouvernance pour la croissance économique.

V. CHOIX DES VARIABLES ET METHODOLOGIE D'ESTIMATION

V.1. Equations simultanées en données du panel

Les études empiriques ont examiné des modèles très simples se limitant à une équation, généralement linéaire où il existe une variable endogène ou à expliquer. Nous avons supposé (Y) qui est expliquée par un ensemble des variables exogènes et une perturbation aléatoire (résidu). En effet, les événements économiques, qui ont un peu complexé, sont décrits par un ensemble de variables, mais leur modélisation requiert par des équations, reliant ces grandeurs économiques, nous parlons donc des modèles à équations simultanées. Nous spécifions les variables endogènes, qui sont déterminées par les variables exogènes dans le modèle. Alors la modélisation se fait par trois phases à savoir:

- La conception, c'est à dire l'écriture ou la spécification du modèle.
- L'estimation des équations du modèle, selon des techniques adaptées.

Il existe un grand nombre d'études sur ce champ théorique, et de nombreux ouvrages qui se situent à des niveaux différents qui décrivent quelques problèmes.

➤ *Problème d'endogénéité:*

L'étude de plusieurs modèles économiques tels que **Tcran** et **CC** nécessitent la prise en compte du problème d'endogénéité tant que les variables testées interagissent simultanément. En effet, il existe de fortes causalités réciproques entre ces facteurs ce qui nous renvoie aux problèmes d'endogénéité et de simultanéité. Les méthodes d'estimation qui peuvent être utilisées dans ce cadre des modèles à équations simultanées sont fonctions des critères d'identification du modèle à estimer et du problème d'endogénéité.

- Méthode utilisée « **SUR** »: Dans notre cas, le modèle présenté est Sur-identifié. La méthode économétrique adoptée était la méthode **SUR** (Seemingly Unrelated Regression). Cette méthode est adéquate pour traiter ce genre de modèle. Toutefois, notre modèle est caractérisé par la présence d'un problème d'endogénéité d'ordre deux, de par sa définition, raison pour laquelle l'estimation par la méthode des triples moindres carrés serait plus recommandée. La

méthode d'estimation *SUR* est fondée sur le principe d'application de la méthode des moindres carrés ordinaires en trois étapes. Une technique pour résoudre les problèmes d'endogénéité est d'introduire les variables à l'origine de ces problèmes comme des variables instrumentales. Cependant, la version utilisée dans notre étude est celle de *STATA 15*. En utilisant la méthode *2 SLS*, le traitement par le logiciel Stata nous permet de faire la résolution complète des résultats à critiquer.

V.2. Les variables utilisées dans l'estimation

* **Tcran**: C'est le taux de croissance annuel du PIB par habitant. (BM)

***KH**: C'est le taux de scolarisation tertiaire. (BM)

***IN**: C'est la formation brute du capital fixe par rapport au PIB. (BM)

***POP**: C'est le taux de croissance de la population. (BM)

***IDE**: C'est les flux nets d'investissements directs étrangers. (BM)

***OUV**: C'est la somme des exportations et des importations rapportée au PIB. (BM)

***CC**: C'est le niveau de consommation du gouvernement en pourcentage du PIB. (BM)

***GE**: C'est l'efficacité des pouvoirs publics. (IG)

V.3. La spécification du modèle

➤ *Equation de la croissance économique*

Nous utilisons la variable endogène dans cette première équation le taux de croissance annuel du PIB par habitant (**Tcran**).

En effet, Andersen (2003) affirme que le taux de croissance de PIB par tête constitue un bon indicateur de mesure de la croissance économique et une variable est justifiée par l'abondante littérature qui stipule que l'investissement direct étranger exerce un impact positif sur la croissance économique tel Ikiara, Moses M. (2003) et N.Fosto, qui prouvent que les transferts technologiques issus des (**IDE**) agissent positivement sur la croissance. Une variable population (**POP**) représente le taux de croissance de la population.

Concernant la deuxième variable qui présente l'indicateur d'ouverture commerciale noté par (**OUV**) qui est mesurée par le ratio de la somme des importations et des exportations rapportées au PIB, elle est incluse dans notre modèle comme une variable explicative du taux de croissance.

A l'instar de Berthélemy et Varoudakis (1995), nous introduisons l'indicateur d'ouverture commerciale accrue accélère la croissance économique et par conséquent le signe attendu de cette variable est alors positif. C'est pour ce là Kaufmann et al. ont créé une variable est l'efficacité des pouvoirs publics (**GE**) reflète la perception de la qualité des services publics, la qualité de la fonction publique et le degré d'indépendance par rapport aux pressions politiques, la qualité de la formulation et l'application des politiques, et la crédibilité de l'engagement du gouvernement à ces politiques.

Nous allons régresser, ainsi, le taux de croissance annuel de PIB par tête sur ces variables explicatives dont l'objectif est de vérifier l'effet de l'efficacité des pouvoirs publics (**GE**) sur le taux de croissance.

Le modèle est spécifié dans l'équation (A) qui est l'équation de la croissance économique:

$$Y_{i,t} = \alpha_0 + \alpha_1 CC_{i,t} + \sum_{i=2}^5 \alpha_i X_{i,t} + \varepsilon_{i,t}$$

L'équation devient donc comme la suivante:

$$Tcran_{i,t} = \alpha_0 + \alpha_1 CC + \alpha_2 KH_{i,t} + \alpha_3 INV_{i,t} + \alpha_4 IDE + \alpha_5 POP_{i,t} + \alpha_6 OUV_{i,t} \varepsilon_{i,t}$$

Avec $X_{i,t}$ c'est le vecteur des indicateurs économiques (IDE, INV, POP, OUV) déterminants de la croissance et spécifiques de l'équation (A) où ($i = 1 \dots 17$; $N = 578$; $t = 1 \dots 35$).

➤ *Equation du contrôle de la corruption*

La seconde variable endogène est le contrôle de la corruption (CC). Il existe une relation de complémentarité entre l'efficacité de l'action publique. Les impacts de l'efficacité du gouvernement (GE) et l'indicateur de la croissance économique (Tcran) sur un indice la qualité de gouvernance à savoir (CC).

Donc, le modèle est spécifié dans l'équation (B) du contrôle de corruption:

$$CC_{i,t} = \beta_0 + \beta_1 Y_{i,t} + \beta_2 G_{i,t} + \mu_{i,t}$$

L'équation devient donc comme la suivante :

$$CC_{i,t} = \beta_0 + \beta_1 Tcran_{i,t} + \beta_2 GE_{i,t} + \mu_{i,t}$$

Avec $G_{i,t}$ c'est le vecteur des variable (GE) spécifique à l'équation de la corruption où ($i = 1 \dots 17$; $N = 578$; $t = 1 \dots 35$).

➤ *Présentation du modèle*

Le modèle structurel nous permet de tester l'effet direct de chaque indicateur sur la variable endogène et permet d'observer les effets de feed-back s'exerçant entre les variables endogènes.

L'ensemble des relations de ce modèle est explicité dans le diagramme suivant :

$$Tcran_{i,t} = \alpha_0 + \alpha_1 CC + \alpha_2 KH_{i,t} + \alpha_3 INV_{i,t} + \alpha_4 IDE + \alpha_5 POP_{i,t} + \alpha_6 OUV_{i,t} \varepsilon_{i,t}$$

$$CC_{i,t} = \beta_0 + \beta_1 Tcran_{i,t} + \beta_2 GE_{i,t} + \mu_{i,t}$$

La variable du taux de croissance est une variable expliquée dans la première équation et se transforme en une variable explicative dans la deuxième et la troisième équation, et vice versa. Le double statut de ces deux variables entraîne un biais dans les estimations des coefficients si l'estimation est faite, équation par équation, par MCO. L'estimation par la méthode des équations simultanées offre la possibilité de surmonter ce biais de simultanéité.

IV. ANALYSE DES RESULTATS DU MODELE

IV.1. Effet de (GE) sur la croissance

Les résultats de l'estimation des équations simultanées par la méthode des doubles moindres carrés des effets directs et indirects de l'efficacité du gouvernement.

Tableau N°1: Analyse des résultats du modèle de régression relatifs l'effet direct de l'action du pouvoir public sur le contrôle de la corruption et l'effet indirect sur la croissance économique

<i>Variables</i>	CC	Tcran
<i>Constante</i>	-0.28308 (-4.81) ***	5.14818 (3.79) ***
<i>Tcran</i>	-0.04613 (3.58) ***	-----
<i>CC</i>	-----	1.052278 (3.84) ***
<i>GE</i>	0.6019745 (9.47) ***	-----
<i>POP</i>	-----	0.06772 (0.65)
<i>IN</i>	0.03915 (2.06) ***	-----
<i>OUV</i>	-----	-0.24582 (0.587)
<i>IDE</i>	0.15356 (1.701) *	-----
<i>KH</i>	-0.7016593 (-1.68) *	-----
<i>Observations</i>	578	578
<i>R²</i>	0.1608	0.139

Remarque: Les termes entre parenthèses correspondent à t-Student et *, **, ***: significatif à un seuil de 10%, 5% et 1% respectivement.

IV.2. Interprétation des résultats

Le tableau N°2 expose les résultats obtenus en utilisant les modèles à équations simultanées qui mettent en lumière l'effet directs de l'anti-corruption sur la croissance en tenant compte de l'efficacité du pouvoir public pour la région MENA durnat une période bien déterminée (1984-2018). Cette étude teste donc les effets directs et indirects de l'efficacité de l'action du pouvoir public comme un indicateur institutionnel sur les variables de nature socio-économique. Ces dernières participent à la création de la richesse d'un pays ? La lutte contre la corruption, dans ce cas, comme un élément endogène joue un rôle primordial dans la croissance économique à travers l'action publique.

Notre intuition est de connaître le poids de gouvernement et sa capacité de lutter contre la corruption, d'une part tout en appliquant une stratégie adéquate pour lutter contre la corruption. En effet, ce qui concerne d'abord l'effet direct du contrôle de la corruption sur la croissance. Les résultats trouvés montrent que l'anti-corruption est significatif à 1% et positivement coloré avec la croissance économique.

Selon Ali et Hodan (2003), la bonne connaissance des déterminants de la corruption peut aider les autorités à mettre en place des mesures pour amoindrir ses effets néfastes sur l'investissement et sur la croissance. Mais pour BardhanPranab(1997), « la possibilité pour l'Etat de contrôler la corruption dépend de sa crédibilité vis-à-vis de son peuple et de la mise en place d'institutions crédibles et fortes ».

Ensuite, l'effet de l'action du pouvoir public reste toujours significatif à 1% et coloré positivement (0.61) avec le contrôle de la corruption, deux indicateurs institutionnels sont très liés et complémentaires. *S'il existe une action du pouvoir public efficace alors il y a un contrôle contre la corruption et inversement.* Le résultat trouvé collabore les études Mauro (1996), toute amélioration de la lutte contre la corruption, via le contrôle de contre la corruption positivement sur la croissance économique. *C'est pour cela la lutte contre la corruption par l'efficacité du gouvernement ne peut pas arrêter quelques parts la multiplication de la corruption dans ces pays.*

La lutte contre la corruption est devenue l'un des objectifs de politiques économiques les plus en vue aujourd'hui. Selon Podobnick et al. (2008), la possibilité d'accroître la richesse du pays tout en réduisant la corruption.

IV. Conclusion

La relation entre la qualité de l'action du pouvoir public et la croissance économique propose un autre angle de recherche pour clarifier les décisions politiques de la croissance économique via l'investissement et le capital humain. La question centrale soulevée dans cette partie met en lumière la nature des décisions de l'action publique et son efficacité pour stimuler la croissance en favorisant le contrôle de la corruption.

En effet, il est nécessaire d'adopter la notion de la gouvernance au niveau de l'efficacité du pouvoir public pour lutter contre la corruption en améliorant la productivité des nations surtout les régions d'étude. En comparant les résultats trouvés à partir des estimations différents pour le cas la zone MENA.

La qualité de gouvernance (efficacité gouvernementale) montre quelques défaillances pour la région MENA au niveau des décisions d'investissement dans le secteur public surtout dans les secteurs productifs. Selon Laffont (1998) : « *les pays en développement souffrent de la faiblesse de leurs institutions, déterminées par l'inefficacité du système d'imposition, l'insuffisance de compétences en management, la faiblesse de la connaissance technologique, la corruption, l'inefficacité du marché financier, la faible crédibilité des Etats, les phénomènes de capture* ».

D'ailleurs, l'efficacité de l'action publique est accompagnée par une décision de la lutte contre la corruption pour accélérer la croissance qui est une condition nécessaire et insuffisante pour le développement économique des pays. Guetat (2006)¹ a reporté que « *l'impact indirect de la corruption sur la croissance économique de long terme de la région MENA est transmis via l'investissement et le capital humain. L'implication de toutes ces recherches est que la corruption est un dommage qui affaiblit les facteurs principaux dont découle la croissance à long terme* ».

Enfin, l'ambiguïté du lien existant entre la qualité de l'action publique et le développement économique via les secteurs sociaux de base reste un autre chemin de recherche complémentaire pour enrichir ce travail qui sera traité dans le chapitre suivant.

¹Guetat (2006), dans sa contribution intitulée "Corruption Effect on the MENA Countries Growth", a prouvé l'effet direct et indirect de la corruption sur la croissance et elle a montré l'existence d'un impact indirect de la corruption à long terme sur la croissance de la région MENA via l'investissement et le capital humain.

Bibliographie

- [1] Alfaro, Areendam, Kalemli-Ozcan, and Sayek (2004) : "FDI and Economic Growth: The Role of the Financial Markets", *Journai of Intemational Economics*, 64(1): 89 – 112.
- [2] BerhanuMengistu and Samuel Adams (2007) : "FDI, Governance and Economic Development in Developing Countries", *The Joumai of Social, Political and Economic Studies*, vol 32, N° 2 , 223-249.
- [3] Christopoulos and Tsionas (2005) : "Financial Development and Economic Growth : Evidence from Panel Unit Root and Cointegration Tests", *Journal of Development Economics*, vol. 73, N°1, pp. 55-74.
- [4] Kaufmann (2005) : "10 idées reçues sur la gouvernance et la corruption".
- [5] Romer, C. & Romer (1998) : "Monetary Policy and the Weil-Being of the Poor". National Bureau of Economic Research Working Paper N°. 6793. Cambridge, Massachusetts.
- [6] Shah and Schacter (2004) : "Lutte contre la corruption : Il faut rectifier le tir, *Finances & Développement*,
- [7] Thuy Thu Nguyen, Mathijs A. van Dijk (2012) : "Corruption, growth, and governance: Private vs. state-owned firms in Vietnam", *Journal of Banking & Finance*, vol. 36, N°.11, pp 2935–2948, 2012.
- [8] Zagha, R., Nankani, G. and Gill. (2004) "Rethinking Growth. Finance and Development », vol.43, N°.1, pp 7-11.